

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 28/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Sablière HERMANN Frères

132 avenue Charles de Gaulle
68700 CERNAY

Références : 0006700234_2022_10_26_Sablière HERMANN Frères_VIIC
Code AIOT : 0006700234

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement Sablière HERMANN Frères implanté 132 avenue Charles de Gaulle 68700 CERNAY. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sablière HERMANN Frères
- 132 avenue Charles de Gaulle 68700 CERNAY
- Code AIOT : 0006700234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sablière Hermann Frères exploite une gravière alluvionnaire de 6 ha environ dont l'exploitation est autorisée jusqu'au 13 novembre 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2013317-0009 du 13/11/2013

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 8.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Puits de prélèvement en nappe	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 4.1.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
3	Vérification des moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 7.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
4	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 9.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
5	Étude hydraulique	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 9.2.4.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Réseau de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 9.2.4.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 9.2.4.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Surveillance de la qualité des matériaux extérieurs de remblaiement	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 9.2.5	/	Mesures conservatoires	30 jours
9	Suivi des apports de matériaux extérieurs au site	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 5.2.2.2	/	Mesures conservatoires	2 mois
10	Non respect du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 11/11/2013, article 1.2.2	/	Mise en demeure, dépôt de dossier, Suspension, Mesures conservatoires	1 an Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation du 13/11/2013.

Il a notamment cessé (ou pas mis en oeuvre) l'autosurveillance de ses installations, n'a réalisé aucun suivi des matériaux extérieurs utilisés pour le remblaiement et a commencé l'exploitation des parcelles pour lesquelles il a demandé l'extension de son périmètre d'exploitation dans son dossier déposé le 22/07/2022 en cours d'instruction, et donc, pour lesquelles, à ce jour, il ne bénéficie pas de l'autorisation de les exploiter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 8.5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.5.1 <i>"Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté. Sur ce plan sont reportés :</i> <ul style="list-style-type: none"><i>• les dates des levés</i><i>• le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,</i><i>• les divers sommets dont il est fait état à l'article 1.2.2 du présent arrêté,</i><i>• les bords de la fouille,</i><i>• les limites de sécurité définies à l'article 1.5.1 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,</i><i>• les installations de traitement des matériaux, les installations annexes, les diverses infrastructures (les accès, la fosse septique),</i><i>• les courbes de niveau (équidistantes, tous les 1 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,</i><i>• la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique,</i><i>• l'emplacement exact du bornage,</i><i>• les zones dangereuses repérées en application de l'article 8.2.1 et identifiées comme telles sur le plan,</i><i>• la position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses,</i><i>• l'étendue des zones décapées,</i><i>• les emplacements des stockages transitoires de :</i><ul style="list-style-type: none"><i>• matériaux extraits du site à traiter,</i><i>• matériaux extraits du site traités,</i><i>• terres de découverte du site,</i><i>• les galets extraits des parties de parcelles 59 et 100 – section 63,</i><i>• déchets inertes (matériaux extérieurs au site et utilisés pour le remblaiement partiel de la carrière),</i><i>• les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,</i><i>• l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée et celles remblayées et celles remises en état,</i><i>• les aménagements spécifiques de développement de la biodiversité tels qu'ils sont définis à l'article 1.11.1 de l'autorisation d'exploiter en vigueur, aux plan des aménagements et au plan de remise en état final,</i><i>• les voies d'accès et chemins menant à la carrière,</i><i>• les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,</i><i>• des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation."</i> Article 8.5.2 <i>"Le plan est mis à jour au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments visés à l'article 8 .5 .1, avant le 31 juillet de chaque année."</i>
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de plan

d'exploitation conforme aux dispositions de l'article 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2013 depuis la notification de ce dernier.

Aucun plan d'exploitation effectué par une personne ou un organisme compétent n'a été présenté aux inspecteurs lors de la visite du site. L'absence de plan effectué par un géomètre ne permet pas au service de l'inspection de vérifier le respect des conditions d'exploitation définies dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter susmentionné.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le plan d'exploitation contenant les informations requises à l'article 8.5.1 de l'arrêté susvisé dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Puits de prélèvement en nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 4.1.3.1 et annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation de forages en nappe

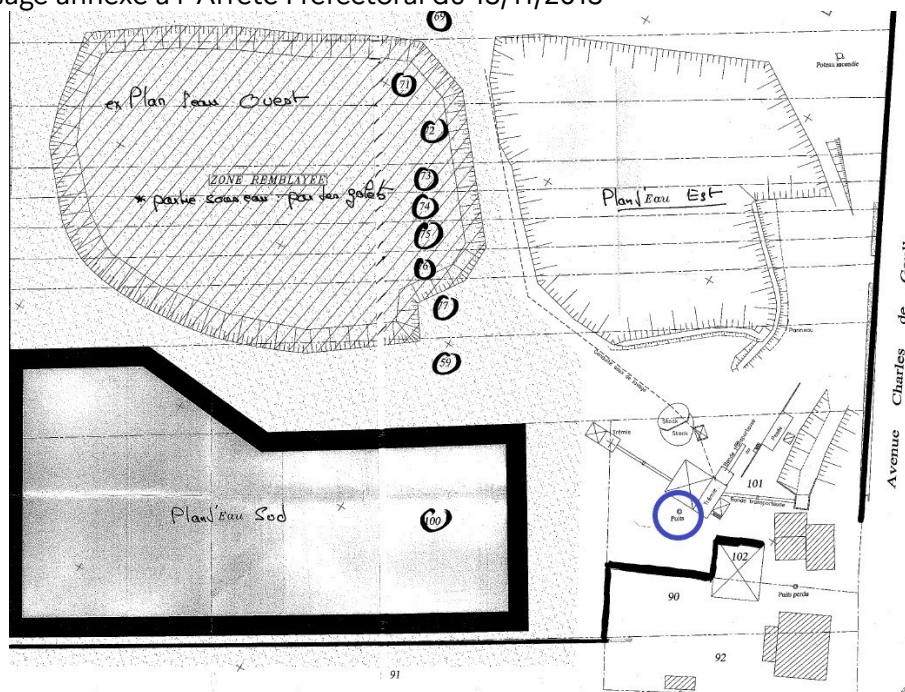
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

"Aucun nouveau forage de captage d'eau n'est autorisé sur le site, sauf information préalable du préfet et accord de réalisation.

[...]"

Plan de phasage annexé à l' Arrêté Préfectoral du 13/11/2013



Constats :

L'inspection des installations classées a constaté la présence de deux puits de prélèvement en nappe utilisés pour le lavage des matériaux et l'arrosage des pistes alors qu'un seul puits est mentionné dans le dossier de demande d'autorisation du 18 décembre 2012, objet de l'arrêté préfectoral du 13/11/2013. Un seul puits est également mentionné sur les plans annexés à cet arrêté.

L'installation du second puits n'a pas fait l'objet d'une information préalable auprès du préfet.



Photo du puits non autorisé



Photo du puits autorisé

Observations :

Il est à noter qu'un seul puits (puits historique) est également mentionné dans le dossier de demande d'autorisation déposée le 22 juillet 2022 (cf. Étude d'impact paragraphes 3.5. et 3.9.2.) pour le renouvellement et l'extension de la carrière.

L'exploitant informera le préfet et l'inspection des installations classées de la création de cet ouvrage en joignant notamment, dans un délai d'un mois, les éléments suivants :

- le volume de prélèvement mensuel et annuel associé à ce prélèvement,
- l'analyse de l'incidence de ce prélèvement sur le milieu,
- le rapport de fin de travaux conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Vérification des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

"[...]

Les équipements de lutte contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur, maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

"[...]"

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les extincteurs présents sur site n'ont pas été vérifiés depuis 2018.

L'exploitant justifiera, dans un délai d'un mois, à l'inspection des installations classées la réalisation de cette vérification sur l'ensemble des équipements de lutte contre l'incendie présents sur son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Surveillance des rejets aqueux

</

N° 5 : Étude hydraulique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 9.2.4.1.		
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : <i>"A – Réseau de surveillance</i> <i>Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :</i>		

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté superficiel	Profondeur de l'ouvrage
À communiquer	Amont hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77- section 63	superficiel	À préciser
A communiquer	Aval hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77- section 63	superficiel	À préciser

A minima 6 mois avant les 1eres opérations d'apport de matériaux extérieurs sur le site, l'exploitant transmet au préfet, pour avis, une étude hydraulique réalisée par un bureau d'étude compétent en ce domaine, avec une proposition d'implantation d'ouvrages dans le souci de constituer le réseau de surveillance imposé ci-dessus.

[...]."

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté visuellement que l'opération de remblaiement autorisée sur la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63 était terminée (cf. photos ci-dessous).



Le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 22/07/2022 mentionne dans l'étude d'impact (paragraphe 3.2) que l'exploitant a procédé au remblaiement en 2021 avec l'apport de 1200 m³ de matériaux extérieurs. L'exploitant a confirmé cette information lors de la visite d'inspection.

L'inspection des installations classées a cependant constaté que l'exploitant n'a pas fait réaliser d'étude hydraulique pour constituer le réseau de surveillance des eaux souterraines.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées cette étude dans un délai de deux mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Réseau de surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 9.2.4.1.

Thème(s) : Risques chroniques, réseau de surveillance des eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

"A – Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté superficiel	Profondeur de l'ouvrage
À communiquer	Amont hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77- section 63	superficiel	À préciser

A communiquer	Aval hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77- section 63	superficiel	À préciser
[...]			
<p>[...] après l'avis du préfet, l'exploitant fera réaliser le réseau de surveillance définitif afin de pouvoir surveiller l'absence d'impact, sur la qualité des eaux souterraines, de l'opération de remblaiement autorisée sur la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63 :</p> <ul style="list-style-type: none"> la création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 4.1.3.1 du présent arrêté, les ouvrages de surveillance sont inscrits à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM, dans un délai de 3 mois après la réalisation des puits de contrôle, l'exploitant transmet au préfet un rapport d'implantation finale des puits de contrôle avec plan d'implantation, coupe et les indices BSS des ouvrages. <p>[...]."</p>			
<p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place le réseau de surveillance (absence de piézomètres) tel que prescrit au point A de l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2013.</p>			
<p>Observations : L'emplacement des piézomètres (cf. Constat n° 5) devant être validé sur la base d'une étude hydraulique, un délai de 3 mois est accordé pour leur réalisation et la transmission, à l'inspection des installations classées, des justificatifs associés.</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription			
Proposition de délais : 3 mois			

N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 9.2.4.1.
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : <i>"B - programme de surveillance Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.</i></p> <p><i>L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :</i></p> <p><i>N° BSS de l'ouvrage : puits amont hydraulique et puits aval hydraulique du secteur Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63</i></p> <p><i>Fréquence des analyses : Semestrielle en période de hautes eaux (mai/juin) et basses eaux (novembre)</i> [...]</p> <p><i>Nom des paramètres : Température, Ph, Couleur, conductivité, As, Ba; Cd, Cu, Cr, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Mn, Chlorures, Fluorures, Sulfates, Indice phénols, COT total, Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène, PCB, Hydrocarbures totaux, Indice hydrocarbures, somme 6 HAP, nitrates, micro-organismes revivifiables 22°, micro-organismes revivifiables 36°, Entéocques, Spores, Colliformes totaux</i></p>

[...]

Au moins une fois par an (alternativement en période de « hautes eaux » et en période de « basses eaux ») le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec la localisation des piézomètres."

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne réalise pas d'analyse sur les eaux souterraines telle que prescrit au point B de l'article 9.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2013.

Observations :

Les analyses ne pouvant être effectuée avant la réalisation des piézomètres (cf. Constat n° 6), un délai de 4 mois est accordé pour la transmission du premier rapport d'analyse des eaux souterraines à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Surveillance de la qualité des matériaux extérieurs de remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 9.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance de la qualité des matériaux ext de remblaiement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

"L'exploitant informe par écrit le préfet de la date à laquelle il commence l'apport sur son site de carrière de matériaux extérieurs ;

La qualité des matériaux extérieurs apportés sur le site doit être contrôlée. Un échantillon est prélevé trimestriellement, par un bureau ou laboratoire agréé, sur les matériaux de terrassement apportés sur le site et mis en dépôt transitoire.

Les paramètres suivants sont recherchés :

As	Chlorures
Ba	Fluorures
Cd	Sulfates
Cu	Indice phénols
Cr	COT sur éluat
Hg	Fraction soluble
Mo	COT total
Ni	BTEX
Pb	PCB
Sb	Hydrocarbures
Se	HAP
Zn	/

"

Constats :

Comme mentionné au point de contrôle précédent (n°5), l'exploitant a procédé au remblaiement

des parcelles 71 à 77 – section 63 avec l'apport de 1200 m³ de matériaux extérieurs en 2021.

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'avait pas informé le préfet de la date à laquelle il a commencé l'apport de matériaux extérieurs sur son site et qu'il n'a jamais procédé aux contrôles des matériaux de terrassement extérieurs utilisés pour le remblaiement. L'exploitant n'a présenté aucun rapport d'analyse réalisé par un laboratoire (ou bureau) agréé sur les matériaux de terrassement extérieurs apportés sur le site.

Observations :

Les matériaux extérieurs ayant déjà été utilisés pour le remblaiement des parcelles 71 à 77 – section 63, il n'y a pas lieu de transmettre un projet de le mettre en en demeure sur ces dispositions.

Toutefois, au vu de l'impact potentiel de ces matériaux sur l'environnement, les mesures conservatoires suivantes seront prescrites :

- la réalisation de 20 sondages répartis au niveau de ces parcelles,
- l'analyse de chacune des strates de matériaux contenus dans chacun des sondages permettant de caractériser ces matériaux.

Ces sondages devront être réalisés dans un délai d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure et les résultats des analyses devront être transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de deux mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires

Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Suivi des apports de matériaux extérieurs au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, articles 5.2.2.2 et 8.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Apport de matériaux extérieurs au site

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 5.2.2.2

"[...]

S'agissant notamment de l'apport de 20 000 m³ de matériaux extérieurs au site (matériaux de terrassement) pour le comblement de la zone du petit plan d'eau Ouest [...] :

- *ne sont autorisés que les apports de matériaux de terrassement non pollués ; ces terres de terrassement doivent être préalablement triées, avant l'accès au site de la carrière, de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes,*
- *en aucun cas, ces matériaux ne sont utilisés en remblaiement direct à leur entrée sur le site ; ils sont mis en dépôt transitoire sur la carrière :*

[...],

- *préalablement à leur régalage sur la zone de remblaiement autorisée, les terres de terrassement extérieures sont provisoirement stockées sur le site, dans un endroit spécifique et identifié, au moins 1 année, afin de pouvoir s'assurer de l'absence d'espèces invasives ; en cas d'apparition de plantes invasives pendant cette période d'attente :*

- *un traitement approprié devra être mis en œuvre (arrachage ou éventuellement traitement chimique),*
- *en cas de traitement chimique, celui-ci devra préalablement être porté à la connaissance du préfet et être autorisé.*

Les apports extérieurs de ces terres sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination,

L'exploitant tient un registre de suivi de l'apport des matériaux extérieurs , sur lequel, pour chaque

apport, sont portées a minima les informations suivantes :

- la date d'entrée/admission sur le site,
- la provenance de ces matériaux (lieu et auteur du chantier)
- le nom du transporteur, et le moyen de transport utilisé
- la quantité de matériaux,
- les caractéristiques des matériaux."

Article 8.4.3

"Les matériaux extérieurs utilisés pour l'opération de remblaiement de la partie Ouest des parcelles 71 à 77 – section 63, une fois qu'elles ont été mises « hors d'eau » jusque la cote 288,50 mNGF par des galets provenant de l'extraction des parcelles 59 et 100 -section 63, **seront exclusivement des terres de terrassement inertes non polluées** : [...]."

Constats :

En l'absence de justificatif l'inspection des installations classées n'est pas en mesure de vérifier si le plan d'eau a préalablement été comblé avec des galets provenant de l'exploitation jusqu'à la cote 288,50 mNGF.

De même, l'exploitant a indiqué avoir procédé au remblaiement des parcelles 71 à 77 – section 63 avec l'apport de 1200 m³ de matériaux extérieurs en 2021 sans pour autant fournir les justificatifs adéquats au service de l'inspection.

En effet, l'exploitant n'a pas présenté à l'inspection des installations classées de bordereau de suivi ni de registre associé au suivi des matériaux extérieurs.

L'exploitant a également mentionné qu'il n'avait pas laissé les terres de terrassement extérieures stockées pendant un 1 an préalablement à leur utilisation pour le remblaiement afin de s'assurer de l'absence d'espèces invasives.

Observations :

Ces éléments ne pouvant pas être obtenus *a posteriori*, il n'y a pas lieu de transmettre un projet de mise en demeure de l'exploitant sur ces dispositions. Toutefois, au vu de l'impact potentiel des matériaux utilisés pour le remblaiement sur l'environnement, les mesures conservatoires suivantes seront prescrites :

- réalisation d'un plan de coupe de chacun des sondages identifiant les différentes strates de matériaux, leur nature, leur cotation en altimétrie,
- réalisation d'un plan coté avec le positionnement précis de chacun des sondages,
- estimation par un géomètre expert du volume des matériaux extérieurs utilisés en remblai au niveau des parcelles n° 71 à 77 – section 63 du ban communal de Cernay (68), en s'appuyant sur les résultats des sondages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Non respect du périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/11/2013, article 1.2.2 et Annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Périmètre autorisé

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 1.2.2

"Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

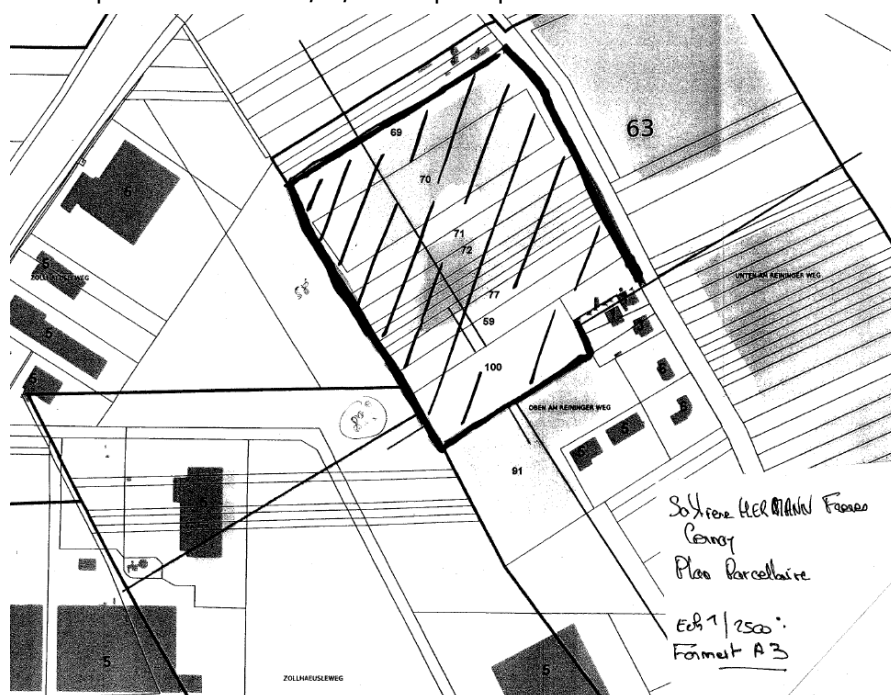
Carrière

Par référence au plan parcellaire cadastral annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé est limité aux parcelles et parties de parcelles suivantes :

Parcelle ou parties de parcelles	Section	Extension ou Renouvellement
Parcelles 69 et 70	63	Renouvellement Aucune extraction autorisée
Parcelles 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77		Renouvellement Extraction autorisée sur le plan d'eau Ouest
Parcelles 59 et 100		Extension Extraction autorisée
Parcelle 101		Extension Localisation des installations de traitement Aucune extraction autorisée

[...]."

Annexe de l'arrêté préfectoral du 11/11/2013 - plan parcellaire



Constats :

L'exploitant a déclaré avoir terminé l'exploitation de ses parcelles autorisées dans l'arrêté préfectoral du 13/11/2013 et avoir commencé à exploiter la parcelle n° 81, située en dehors du périmètre autorisé, en avril 2019.

L'inspection des installations classées a en effet constaté l'exploitation des parcelles citées ci-après situées en dehors du périmètre autorisé par l'arrêté préfectoral du 13/11/2013 :

- parcelle n° 81 section 63 de la commune de Cernay (68) : extraction sous eau en cours sur environ 3 m de profondeur d'après l'exploitant,
- parcelle n° 178 section 64 de la commune de Cernay (68) : présence de voies d'accès et extraction à sec en cours,
- parcelles n° 101 à 105 et partie ouest de la parcelle n° 89, section 64, de la commune de Cernay (68) : présence de voies d'accès, zones décapées avec présence de stockage des terres de découverte et de matériaux,
- parcelle n° 58 de la section 82 de la commune de Cernay (68) : présence d'une voie d'accès en partie sud-ouest.

En annexe au présent rapport est présentée la localisation géographique de ces parcelles

exploitées sans titre ainsi que des photos de ces zones prises lors de la visite.

Observations:

L'exploitant a demandé l'extension et le renouvellement de son autorisation en déposant une demande d'autorisation environnementale le 22 juillet 2022. Ce dossier mentionne les parcelles actuellement exploitées sans titre. Il est en cours d'instruction par l'administration. Par conséquent, la mise en demeure au titre du premier alinéa de l'article L.171-7 du code de l'environnement portera sur la régularisation de sa situation administrative par le dépôt d'un dossier complet et régulier répondant aux exigences des articles R181-12 à D181-15-10 du code de l'environnement ou par la cessation définitive des installations en transmettant les éléments attendus à l'article R 512-39-1 du code de l'environnement au préfet dans un délai de 3 mois.

Par ailleurs, la situation nécessite de suspendre le fonctionnement de cette installation au titre du deuxième alinéa de l'article L.171-7 du code de l'environnement et d'édicter les mesures conservatoires suivantes :

- constitution des garanties financières pour la partie exploitée sans titre (qui s'ajouteront donc aux garanties financières déjà constituées pour la carrière autorisée),
- réalisation d'un plan d'exploitation avec des coupes bathymétriques pour la partie exploitée sans titre,
- mise en sécurité du site (restreindre l'accès au site, évacuation des engins, distance de sécurité entre le bord de l'excavation et les limites du site, effectuer une étude de stabilité des talus et en fonction de ses conclusions, de régaler les pentes des talus).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Suspension, Mesures conservatoires

Proposition de délais : immédiat